

Règlement de Consultation

Objet du Marché 2024-020 :

Etude préalable à un plan de gestion sur 4 zones humides sur le bassin versant de la Reyssouze

Remise des offres : 24 janvier 2025

Maître d'ouvrage :

Syndicat du Bassin Versant de la Reyssouze
15 place de la Résistance
01340 Montrevel-en-Bresse



Sommaire



1	Objet de la consultation	1
1.1	Objet de la consultation	2
2	Conditions de la consultation	2
2.1	Mission et forme du marché	2
2.2	Mode de la consultation	2
2.3	Compétences minimales exigées	2
2.4	Forme juridique de l'attributaire	2
2.5	Durée du marché – Délai d'exécution	2
2.6	Variantes	3
2.7	Délai de validité des offres	3
2.8	Modification du dossier de consultation	3
3	Contenu du dossier de consultation	3
4	Présentation des candidatures et des offres	3
4.1	Renseignements relatifs à la candidature	3
4.2	Renseignements relatifs à l'offre	4
5	Jugement des offres	5
a.	Critères de jugement des candidatures	5
5.1	Critères de jugement des offres (R2352-2 à R2152-6 du Code de la commande publique)	5
5.2	Classement des offres et négociation	7
5.3	Discordance dans l'offre	7
5.4	Date limite de remise des offres	7
5.5	Attribution du marché	7
6	Conditions d'envoi et de remise des offres	8
a.	Transmission par voie électronique	8
6.1	Horodatage	8
6.2	Présentation des dossiers et formats de fichiers	8

1 Objet de la consultation

1.1 Objet de la consultation

L'action, objet de la consultation, concerne une mission de prestation intellectuelle pour la restauration de milieux humides sur le bassin versant de la Reyssouze avec la réalisation d'études préalables à un plan de gestion sur 4 zones humides sur le bassin versant de la Reyssouze.

2 Conditions de la consultation

2.1 Mission et forme du marché

Le marché présente un lot unique.

2.2 Mode de la consultation

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article L2123-1 du code de la commande publique.

2.3 Compétences minimales exigées

Le candidat présentera une équipe qui dispose de compétences fortes en :

- Hydrologie, hydraulique
- Expertise écologique, inventaire faune, flore
- Restauration écologique de zones humides

2.4 Forme juridique de l'attributaire

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire revêt une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

2.5 Durée du marché – Délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont les suivantes en fonction des lots :

Site	Délai	Rendu plan de gestion
Site 1	1 an	Fin janvier 2026
Site 2	1 an	Fin janvier 2026

Site 3	1 an	Fin janvier 2026
Site 4	1 an	Fin janvier 2026

2.6 Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date de limite de réception des offres.

2.8 Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard dix jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le règlement de la consultation
- un modèle d'acte d'engagement
- le cahier des clauses administratives particulières
- le cahier des clauses techniques particulières

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

4 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront intégralement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

4.1 Renseignements relatifs à la candidature

- DC1 (formulaire à jour du 01/04/2019) ou lettre de candidature et de désignation du mandataire par ses co-traitants avec :
 - ⇒ indication des prestations exécutées par chaque membre du groupement,
 - ⇒ déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait

aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

Dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement est admis à une procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra justifier d'un plan de redressement.

- DC2 déclaration du candidat (formulaire à jour du 01/04/2019)

En application de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque entreprise membre du groupement devra remettre un Document Unique de Marché Européen.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant devra remettre un Document Unique de Marché Européen.

Capacité professionnelles et capacités techniques :

La preuve de la capacité professionnelle du candidat ou de chaque membre du groupement à exécuter les prestations doit être apportée par tout moyen, notamment par la présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années et notamment pour des prestations similaires indiquant le montant, la date, le destinataire public ou privé et les membres de l'équipe.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

4.2 Renseignements relatifs à l'offre

Les candidats auront à produire un dossier projet de marché nommé OFFRE comprenant les pièces listées ci-dessous :

- L'acte d'engagement à compléter, dater et signer par le représentant qualifié du candidat unique ou par le mandataire du groupement dûment habilité. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (déclaration de sous-traitance DC4 à jour du 01/04/2019).

- La décomposition du prix
- Une note méthodologique commune au groupement de commande ou un mémoire technique qui contiendra :
 - ⇒ Les éléments nécessaires à l'appréciation des sous critères indiqués dans l'article "jugement des offres".
 - ⇒ Le mémoire technique devra contenir maximum 30 pages (1 page = 1 recto) ne sont pas compris dans le nombre de page le sommaire, les CV le cas échéant.
 - Le calendrier prévisionnel

5 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

a. Critères de jugement des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- garanties et capacités techniques (R2142-13)
- capacités professionnelles, références (R2142-14)

Seront exclus de la procédure les candidats :

- sous le coup d'une condamnation définitive conformément à l'article L2141-1 du code de la commande publique,
- qui ne sont pas en règle avec l'administration fiscale et sociale conformément à l'article L2141-2 du code de la commande publique,
- qui entrent dans les conditions décrites au L2141-3, L2141-4 et L2141-5 du code de la commande publique

5.1 Critères de jugement des offres (R2352-2 à R2152-6 du Code de la commande publique)

Critère de jugement des offres	
Valeur technique	60 points
Prix	40 points

⇒ **Appréciation de la valeur technique (60 pts)**

La valeur technique de l'offre sera appréciée en fonction des éléments suivants qui devront figurer dans la note méthodologique :

Références du candidat dans la gestion de zones humides et la réalisation de plans de gestion	20 pts
Compréhension du contexte, des acteurs et des enjeux sur le territoire	10 pts
Méthodologie de l'approche restauration de cours d'eau et zones humides, continuité écologique, fonctionnement hydraulique des sites	20 pts
Composition de l'équipe, moyens matériels, moyens humains, adéquation aux besoins en terme de qualification des personnes et de temps consacré, cohérence avec les missions	10 pts

Méthode de notation de la valeur technique :

Les notes sont attribuées à chaque sous-critère en fonction des réponses fournies, la grille de notation étant la suivante :

Note	Justification
0	Le candidat n'a fourni aucune information sur le critère.
1	Le candidat a fourni l'information ou le document, mais le contenu ne répond pas aux exigences.
2	Le candidat a fourni l'information ou le document, mais le contenu ne répond que partiellement aux exigences.
3	Le candidat a fourni l'information ou le document et le contenu répond aux exigences minimales, mais sans avantage particulier par rapport aux autres candidats.
4	Le candidat a fourni l'information ou le document et le contenu répond aux exigences minimales et présente quelques avantages particuliers par rapport aux autres candidats, mais sans surdimensionner son offre par rapport aux besoins du marché.
5	Le candidat a fourni l'information ou le document et le contenu répond aux exigences et présente des avantages très significativement supérieurs aux autres candidats, mais sans surdimensionner son offre par rapport aux besoins du marché.

Une fois le sous-critère noté de 0 à 5, la note du sous critère est ramenée en nombre de points équivalents pour le critère noté.

Le cumul de chaque sous critère permet d'obtenir la notation du critère valeur technique sur 60.

⇒ **Appréciation du prix (40 pts)**

L'appréciation du prix sera réalisée en fonction du rapport au moins-disant .

Note de l'offre = $(\text{Prix tranche ferme-offre}_{\text{moins-disant}} / \text{Prix tranche ferme}_{\text{offre}}) \times 40 \text{ pts}$

5.2 Classement des offres et négociation

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres.

A l'issue du premier classement, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec la ou les meilleurs candidats. Le pouvoir adjudicateur informe par écrit le ou les candidats des conditions, des formes et de la date de fin de négociation, identiques pour les candidats en phase de négociation.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix. Il est strictement interdit au candidat de poser une question relative aux autres candidats ou autres offres. Au plus tard à la date de fin de négociation, chacun des candidats communique au pouvoir adjudicateur un document indiquant clairement et précisément quels points de son offre sont modifiés.

Après la date de fin de négociation, le pouvoir adjudicateur établit un classement définitif au regard des critères définis dans le présent règlement de la consultation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise dans un délai de 5 jours ouvrés à compter du courrier envoyé à celui-ci, les certificats de l'article 46-I et II du code des marchés publics. S'il ne peut produire ces documents dans le délai, l'offre sera rejetée et le candidat éliminé.

5.3 Discordance dans l'offre

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, ou d'un prix forfaitaire dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

5.4 Date limite de remise des offres

La date limite de réception des offres est fixée au **24 janvier 2025 à 16h**.

5.5 Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre.

Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

6 Conditions d'envoi et de remise des offres

a. Transmission par voie électronique

La transmission des documents est réalisée par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marchespublics.ain.fr> sous l'annonce « 2024-020- Etude préalable à un plan de gestion sur 4 zones humides sur le bassin versant de la Reyssouze ».

La candidature ne nécessite pas de signature électronique.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur les délais de téléchargement et de chiffrage inhérents à la transmission électronique des offres via la plate-forme.

6.1 Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits à l'article 6 du règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

6.2 Présentation des dossiers et formats de fichiers

La transmission par voie électronique de l'offre devra respecter les conditions de formes applicables à la transmission sur support papier.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .zip ; .doc ; .odt ; .pdf ; .rtf ; .txt ; .ods ; .xls ; .ppt ; .dwg ; .dxf ou pour les images .bmp, .jpg, .gif. En cas de format différent, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat. Il est souhaitable que la taille de chaque fichier (document ou .zip) n'excède pas 20 Mo.

